



François Daigle  
Sous-ministre de la Justice et sous-procureur général du Canada  
Ministère de la Justice Canada  
Immeuble ÉCE  
284, rue Wellington, pièce 4121  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Monsieur Daigle,

Nous tenons à vous féliciter pour votre récente nomination à titre de sous-ministre de la Justice et sous-procureur général du Canada au Ministère de la Justice Canada.

À ce titre, vous contribuerez à assurer l'intégrité de la dotation dans votre ministère, dans le cadre d'un système fondé sur les valeurs et le principe du mérite. Vous assumerez ainsi un rôle clé en matière de leadership, en collaboration avec la Commission de la fonction publique (CFP), afin de veiller à l'impartialité et la représentativité de la fonction publique.

En vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* (la Loi), la CFP vous a délégué les pouvoirs d'effectuer des nominations internes et externes au ministère dont vous avez la responsabilité. Les modalités et conditions de cette délégation, dont les obligations en matière de surveillance et de rapports, sont stipulées dans l'Instrument de délégation et de responsabilisation en matière de nomination, lequel énumère également les pouvoirs qui vous sont délégués et ceux pouvant être subdélégués. Nous vous invitons à prendre connaissance de cet instrument (voir annexe A).

Vous bénéficiez actuellement d'une disposition particulière avec la CFP vous accordant la subdélégation des pouvoirs de nomination et pouvoirs connexes pour tout titulaire d'une charge du poste d'Ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels (voir annexe B).

Vous constaterez que le cadre de nomination de la CFP vous laisse toute la latitude possible pour exercer les pouvoirs délégués dont vous êtes responsable, et pour vous permettre d'atteindre les résultats organisationnels escomptés. Nous vous invitons à examiner les politiques et instruments actuels afin de vous assurer qu'ils répondent toujours aux besoins de l'organisation en matière de dotation, et qu'ils sont conformes à l'orientation stratégique que vous souhaitez lui donner.

.../2

Afin de vous aider à renforcer votre système de dotation, nous avons attribué à votre ministère une conseillère au soutien en dotation, Caroline Fortin-Beaudry. Elle maintiendra des relations régulières avec votre équipe des ressources humaines.

Veillez noter que votre ministère est assujéti aux dispositions de la Loi qui régissent les activités politiques. À titre d'administrateur général, vos activités politiques se limitent à exercer votre droit de vote aux élections fédérales, provinciales, territoriales ou municipales.

Quant à vos employés, ils ont le droit de se livrer à des activités politiques pourvu que celles-ci ne portent pas, ou ne soient pas perçues comme portant atteinte, à leur capacité d'exercer leurs fonctions de façon politiquement impartiale. Les cas potentiels d'activités politiques irrégulières de la part de vos employés devront être soumis à la CFP, laquelle a le pouvoir exclusif d'enquêter sur ces dossiers en vertu de la Loi.

Une rencontre virtuelle sera organisée avec vous sous peu afin que nous puissions discuter de ces importantes responsabilités, et répondre à toute autre préoccupation. D'ici là, pour toute question relative aux pouvoirs de nomination et pouvoirs connexes délégués ou aux dispositions de la Loi sur les activités politiques, nous vous invitons à communiquer avec notre président à [patrick.borbey@canada.ca](mailto:patrick.borbey@canada.ca).

Vous trouverez également ci-joint, pour votre information, la version anglaise de cette lettre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Daigle, l'expression de nos sentiments distingués.




---

Daniel Tucker  
Commissaire



---

Fiona Spencer  
Commissaire



---

Patrick Borbey  
Président et commissaire

p. j.

Annexe A : [Instrument de délégation et de responsabilisation en matière de nomination](#)

Annexe B : [Disposition particulière visant la subdélégation de pouvoirs à l'Ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels](#)

François Daigle  
Deputy Minister of Justice and Deputy Attorney General of Canada  
Department of Justice Canada  
Building EMB  
284 Wellington Street, Room 4121  
Ottawa, Ontario K1A 0H8

Dear Mr. Daigle:

We would like to congratulate you on your recent appointment as Deputy Minister of Justice and Deputy Attorney General of Canada of the Department of Justice Canada.

In this capacity, you will be instrumental in ensuring the integrity of staffing in your organization in a values and merit-based system. You will also have a key leadership role, in collaboration with the Public Service Commission (PSC), in ensuring that the public service is non-partisan and representative.

The PSC has delegated to you authorities under the *Public Service Employment Act* (PSEA) to make appointments to and within your organization. The terms and conditions of this delegation, including monitoring and reporting obligations, are identified in the Appointment Delegation and Accountability Instrument, which also lists the authorities being delegated and those you may sub-delegate. We invite you to familiarize yourself with this Instrument (Annex A).

You currently have a specific arrangement with the PSC for sub-delegation of appointment and appointment-related authorities to any office holder of the Federal Ombudsman for Victims of Crime (Annex B).

You will find that our appointment framework provides for discretion that will allow you to achieve the desired outcomes for your organization. It also provides for flexibility in how you exercise the delegated authorities for which you are accountable. We encourage you to review your existing policies and instruments to ensure they continue to meet your organization's staffing needs and are consistent with the strategic direction you wish to set for your organization.

To support you in strengthening your staffing system, we have assigned a staffing support advisor to your organization, Caroline Fortin-Beaudry. She will maintain regular contact with your human resources team.

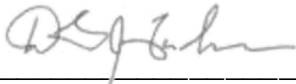
.../2

Please note that your department is subject to the political activities provisions of the PSEA. As deputy head, your engagement in political activities is limited to voting in federal, provincial, territorial and municipal elections.

Your employees have the right to engage in political activities as long as those activities do not impair, or are not perceived as impairing, their ability to perform their duties in a politically impartial manner. Potential cases of improper political activities by your employees should be referred to the PSC, which has the sole authority under the Act to investigate such cases.

A virtual meeting will be arranged with you in the near future so that we can discuss these important areas of responsibility and any other questions you might have. In the meantime, should you have any questions about your delegated appointment and appointment-related authorities, or the PSEA's political activity provisions, we invite you to contact our President at [patrick.borbey@cfp-psc.gc.ca](mailto:patrick.borbey@cfp-psc.gc.ca).

Yours sincerely,



---

Daniel Tucker  
Commissioner



---

Fiona Spencer  
Commissioner



---

Patrick Borbey  
President and Commissioner

#### Attachments

Annex A: [Appointment Delegation and Accountability Instrument](#)

Annex B: [Specific arrangement for sub-delegation to the Federal Ombudsman for Victims of Crime](#)